

LES POSTES

EGANVILLE—L'OFFRE D'EMPLOI—LA QUESTION DU BILINGUISME

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Postes et fait suite aux vives protestations de la population d'Eganville, qui est anglophone à 99 p. 100. Pourquoi un concours régional actuellement annoncé sous le n° P.O. 1349-21P, pour un emploi à temps partiel au bureau de poste d'Eganville, comporte-t-il une exigence linguistique stipulant que le candidat doit parler couramment les deux langues officielles?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je me demande si cette question n'est pas du genre de celles qui peut être étudiée au moment de l'ajournement. L'honorable député aimerait peut-être en informer la Chambre. Elle pourrait peut-être être étudiée de façon plus appropriée au moment de l'ajournement.

M. Alkenbrack: A dix heures, monsieur l'Orateur.

* * *

L'AGRICULTURE

LES GRAINS DE PROVENDE—L'APPROVISIONNEMENT DES CULTIVATEURS DE L'EST—LES POURPARLERS ENTRE OTTAWA ET QUÉBEC AU SUJET DE LA PARITÉ DES PRIX—ON DEMANDE AU MINISTRE DE FAIRE UNE DÉCLARATION

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Il y a quelques semaines, je demandais à l'honorable ministre s'il aurait une déclaration à faire à la Chambre, relativement au problème de l'approvisionnement en grains de provende pour les cultivateurs de l'Est, afin d'accorder à ceux-ci des prix aussi avantageux que ceux payés par les producteurs de l'Ouest. Est-ce que l'honorable ministre se propose de faire une telle déclaration à ce sujet avant la fin du mois?

[Traduction]

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit à l'honorable député il y a quelque temps, nous voulions obtenir les résultats d'un certain nombre d'études qui étaient en cours y compris les recommandations des acheteurs d'aliments pour bestiaux de l'Est du pays. Ces études n'ont pas encore été complétées bien que nous nous attendions à ce qu'elles le soient avant cette date. Je signale au député que le marché a changé dans l'Ouest vis-à-vis les prix de l'Est de telle sorte qu'il n'y a vraiment aucun désavantage actuellement.

[Français]

M. Lambert (Bellechasse): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.

Considérant la réponse que vient de donner l'honorable ministre, puis-je lui demander si les entretiens se continuent avec son homologue du Québec, en rapport avec le problème, même si le prix du porc s'est amélioré?

[Traduction]

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, j'ai discuté de la question avec le ministre de l'Agriculture du Québec. Je

[M. Baldwin.]

crois que tous deux nous attendons les résultats de l'étude et les recommandations que nous espérons recevoir des personnes directement concernées ou, tout au moins, de leurs représentants.

LES GRAINS FOURRAGERS—LA TENEUR EN PROTÉINES ET EN PHOSPHATES MINÉRAUX—LE TARIF-MARCHANDISES

M. J. P. Nowlan (Annapolis Valley): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire? Le 13 juin, mon collègue, l'honorable représentant de Huron, a demandé au secrétaire parlementaire du ministre si on avait décidé d'inclure les suppléments aux grains fourragers dans le programme d'aide au transport des proven- des. Puis-je demander si cela fait aussi partie de l'étude et si le ministre pourra faire une déclaration à ce sujet avant la fin de la semaine?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, on a fait quelques études. On s'occupe aussi de projets pilotes ayant pour but d'expédier aux provinces maritimes par des moyens plus économiques des suppléments dont la teneur en protéine est élevée. Pour répondre brièvement à la première partie de la question, ce n'est pas inclus au programme d'aide au transport des grains fourragers.

* * *

L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE

LE GROUPE D'ÉTUDE DU RÈGLEMENT DES CRISES—LES COLLABORATEURS DU GÉNÉRAL DARE—LE MANDAT POUR LES RECHERCHES

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre. Il se souviendra peut-être qu'il y a une quinzaine de jours je lui ai posé certaines questions au sujet d'un centre et il nous avait alors dit qu'il n'y avait pas de centre de ce genre, mais que le général Dare occupait un poste. Il a eu l'obligeance de s'engager à vérifier si le général Dare recevait une aide directe ou indirecte quelconque. Le premier ministre s'est-il renseigné à ce sujet et peut-il nous dire quel est le personnel qui relève directement ou indirectement du général Dare à cette fin?

• (1440)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur, je me suis en fait renseigné et, comme le dit le député, il y a de cela quelques semaines. Je ne crois pas me tromper en disant que le général Dare est la seule personne détachée auprès du Conseil privé en vue de mener cette étude, mais il est directement secondé par des fonctionnaires que d'autres ministères ont délégués auprès de lui. Ils sont, je crois, au nombre de quatre qui, tout en n'étant pas détachés de leur ministère, secondent le général Dare. Quant aux termes du mandat au sujet duquel le député m'avait interpellé également, il a été publié depuis lors et, si la Chambre le désire, je pourrais en déposer copie.

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, peut-être le premier ministre acceptera-t-il de déposer le texte de ce mandat puisqu'il a été rendu public.